

# **GROUPE MEDIA 6**

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C  
ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

## **RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE 2017/2018**

**CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

**(Normes IFRS)**

## **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

**Monsieur Bernard VASSEUR**

Président du Conseil d'Administration

**- I -**

**RAPPORT DE GESTION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 JANVIER 2019**

**RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS  
DU GROUPE MEDIA 6  
ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours de l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2018, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés ainsi que les comptes annuels de MEDIA 6 SA, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Les commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports sur ces mêmes comptes.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au 30 septembre 2018 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en 2018 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

## 1. Présentation de l'activité de l'exercice

### 1.1 Chiffre d'affaires

Au terme de l'exercice 2017/2018 le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 82,4 M€, en diminution de -1,6 % sur l'année précédente.

Ce dernier se décompose de la manière suivante par pôle d'activités, étant entendu que le Groupe MEDIA 6 distingue deux secteurs d'activités :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et mèches.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

**Chiffre d'affaires consolidé** (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	30/09/17	30/09/18	Variation	
			en valeur	en %
Production	73 004	71 008	(1 996)	(2,7%)
Services	20 265	20 051	(214)	(1,1%)
Elimination intersecteurs	(9 456)	(8 622)	834	(8,8%)
<b>TOTAL</b>	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>	<b>(1 376)</b>	<b>(1,6%)</b>

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

**Chiffres d'affaires consolidés** (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	30/09/17	30/09/18	Variation	
			en valeur	en %
France	70 426	66 381	(4 045)	(5,7%)
Europe (hors France)	3 093	3 204	111	3,6%
Reste du monde	10 294	12 852	2 558	24,8%
<b>TOTAL</b>	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>	<b>(1 376)</b>	<b>(1,6%)</b>

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	30/09/17	30/09/18	Variations	
			valeur	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>	<b>(1 376)</b>	<b>(1,6%)</b>
Autres produits de l'activité	620	242	(378)	(61,0%)
<b>Total Activité</b>	<b>84 433</b>	<b>82 679</b>	<b>(1 754)</b>	<b>(2,1%)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>4 734</b>	<b>4 367</b>	<b>(367)</b>	<b>(7,8%)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 734</b>	<b>4 212</b>	<b>(522)</b>	<b>(11,0%)</b>
Coût de l'endettement financier net	3	(30)	(33)	(1100,0%)
Autres produits et charges financiers	(332)	(31)	301	90,7%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 405</b>	<b>4 151</b>	<b>(254)</b>	<b>(5,8%)</b>
Impôt sur les sociétés	(2 394)	(1 169)	1 225	51,2%
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 011</b>	<b>2 982</b>	<b>971</b>	<b>48,3%</b>

Avec une baisse de -1,6% de son chiffre d'affaires et une tension sur les prix de vente, le Groupe a su maintenir un résultat opérationnel de bon niveau, découlant d'un contrôle rigoureux de ses frais généraux.

Le résultat opérationnel ressort ainsi à +4 212 K€ contre +4 734 K€ l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier s'élève à -30 K€.

Après constatation de l'impôt sur les sociétés (voir note 3.7 de l'Annexe), le résultat net est un profit de 2 982K€.

## **2. Situation financière du Groupe**

A la fin de l'exercice 2018, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 reste solide.

Les capitaux propres part du Groupe passent de 33 382 K€ en 2017 à 34 002 K€ en 2018. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- Les liquidités nettes du Groupe s'élèvent à 21 316 K€ par rapport à 15 934 K€ au 30 septembre 2017.
- Les disponibilités du Groupe sous déduction des concours bancaires court terme s'établissent au 30 septembre 2018 à 20 001 K€, contre 15 604 K€ pour l'exercice précédent.
- Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 5 545 K€ contre 0 K€ en 2017
- Les investissements ont représenté 2 090 K€ contre 2 444 K€ l'année précédente.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont élevés à +4 387 K€ (+4 856 K€ en 2017).

## **3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs à l'exercice 2018**

### **3.1 DDF INTERNATIONAL**

A la fin du mois de février 2017, le Groupe a fait l'acquisition d'un fonds de commerce en Chine spécialisé dans la fabrication de support de vente pour marques de luxe, dans le domaine de l'horlogerie, bijouterie et joaillerie. Malgré un développement commercial pratiquement en ligne avec les objectifs fixés, cette activité s'est avérée très déficitaire sur l'exercice ce qui a conduit à déprécier totalement le fonds de commerce associé au 30 septembre 2018, soit -155 K€.

### **3.2 MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd**

Les résultats enregistrés par cette activité tant à partir de Hong Kong que de la Chine continentale ont permis de compenser les pertes de l'activité DDF. Sur Hong Kong, les résultats positifs ont été imputés sur le déficit fiscal des années antérieures, diminuant ainsi la charge d'impôt.

### **3.3 MEDIA 6 PRODUCTION PLV**

La filiale a confirmé le redressement amorcé les années précédentes, grâce notamment à une bonne maîtrise de ses marges et frais généraux. Sur l'exercice a été constatée la reprise de la provision relative au litige prud'homal l'opposant à une partie des salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON suite à une décision favorable de la Cour d'Appel d'Amiens de février 2018.

En octobre 2018, la même Cour d'Appel a débouté la société suite à la demande formulée par quatre salariés sur le même motif de licenciement sans cause réelle et sérieuse justifiant le maintien d'une provision à ce titre.

### **3.4 MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS / ATELIERS NORMAND**

La filiale ATELIERS NORMAND a conclu un contrat de location-gérance avec MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017. L'activité désormais conduite au sein de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS a connu un fort développement commercial dans son pôle naval entraînant une augmentation très significative du portefeuille de commandes au 30 septembre 2018.

### **3.5 MEDIACOLOR SPAIN**

Afin de s'adapter à la nouvelle configuration du marché, il a été décidé en 2017 de réorganiser la filiale en réduisant ses effectifs et en déménageant dans de nouveaux locaux toujours à proximité de Barcelone. Le résultat 2018, tout en étant négatif, s'est fortement amélioré par rapport à 2017. Le retour à un excédent est prévu sur le nouvel exercice.

### 3.6 MEDIA 6 SA

Le Conseil d'Administration du 10 octobre 2017 a proposé une réduction du capital de la société de 800 000 € par annulation de 250 000 actions propres rachetées pour le ramener à la somme de 9 760 000 €, représenté par 3 050 000 actions de 3,20 € nominal. Le Conseil d'Administration s'est réuni le 12 janvier 2018 et a décidé en l'absence d'opposition de modifier les statuts et de procéder aux formalités de publicité requises.

### 3.7 Investissements

Les investissements ont été principalement consacrés à l'acquisition d'équipements industriels, pour un montant total de 681 K€, à l'aménagement des locaux professionnels et à la réfection des bâtiments industriels (toitures notamment) pour un montant de 1 125 K€, et à l'acquisition ou au renouvellement de divers matériels informatiques et logiciels. Ils ont représenté au total 2 090 K€.

## 4. Evènements postérieurs à la clôture

### 4.1 MEDIA 6 SA

Le Conseil d'Administration du 1er octobre 2018 a décidé de nommer par cooptation M. Laurent FRAYSSINET comme administrateur de la société en remplacement de M. Jean Patrick FAUCHER démissionnaire. Cette nomination devra être ratifiée lors de la plus prochaine Assemblée Générale.

### 4.2 MEDIA 6 ROMANIA

Afin d'une part de mieux répondre aux besoins de la clientèle du pôle mèches en tant que sous-traitant de MEDIACOLOR SPAIN, et d'autre part de proposer une nouvelle offre plus compétitive dans le domaine de la PLV carton, il a été décidé de déménager la société dans de nouveaux locaux courant septembre 2018 afin d'être opérationnels dès le mois d'octobre. Ces nouveaux locaux sont situés dans la même ville de PLOIESTI.

### 4.3 MEDIA 6 LAB

Pour des raisons de meilleur fonctionnement opérationnel au sein du Groupe, l'offre de prestations de services dans le domaine du digital media, développée jusqu'à présent au sein de la société MEDIA 6 LAB, ainsi que le conseil stratégique dans le domaine du marketing expérientiel, la recherche et développement de solutions numériques et de marketing points de vente, seront désormais conduits au sein de la société MEDIA 6 360.

### 4.4 Prises de participations

Dans le cadre de sa stratégie sur le marketing expérientiel, Media 6 a renforcé sa participation dans la société QUIVIDI. Elle a par ailleurs participé à une augmentation de capital dans la société LUCIBEL spécialisée dans la conception, la fabrication de solution LED innovante avec une technologie d'interaction et de géolocalisation.

## 5. Perspectives du Groupe MEDIA 6

Le Groupe entame le nouvel exercice avec des perspectives de légère croissance sur l'ensemble de ses secteurs d'activité.

Les opportunités de croissance externe qui se présenteront, sans être une priorité absolue du Groupe, seront étudiées au cas par cas, la structure financière du Groupe permettant de demeurer actif dans ce domaine.

6. **Mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2018**

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
		BV	MBV	JFF	LV	LF
Media 6	SA	Adm. PDG	Adm.		Adm.	Adm DGD
Media 6 Agencement	SARL					Gérant
Media 6 360	SAS					Prés.
Media 6 Agencement Shop Fittings	SAS					Prés.
Media 6 Production Métal	SAS					Prés.
Media 6 Production PLV	SAS					Prés.
Ateliers Normand	SAS					Prés.
Media 6 Merchandising Services	SAS					Prés.
Media 6 Asia Ltd						Prés.
Media 6 Asia Production Ltd						Direct.
DDF INTERNARTIONAL ( <i>ex-Artium Production Ltd</i> )						Direct.
Dongguan Media 6 POS Equipment		Direct.				
Media 6 Romania	SARL	Gérant				
Mediacolor Spain (Espagne)	SA	Prés. A.D.		Adm.		Secrét. Conseil
Couleur 6 ( <i>en sommeil</i> ) (Canada)	SA	Prés. & A.U.				Secrét.
La Hotte Immobilière	SCI	Gérant				
Mediasixte	SCI	Gérant				
Mediasixte Bois	SARL					Gérant
Mediasixte Bois de la pie	SARL	Gérant				
Mediasixte Métal	SARL					Gérant
Quai de Seine	SCI	Gérant				
Media 6 LAB ( <i>ex-MEDIA 6 PLV</i> )	SARL					Gérant

**BV** : Bernard VASSEUR

**MBV** : Marie Bernadette VASSEUR

**JFF** : Jean-François FOZZANI

**LV** : Laurent VASSEUR

**LF** : Laurent FRAYSSINET

**Sigles** :

**DGD** : Directeur Général Délégué

**Adm.** : Administrateur

**A.U.** : Administrateur unique

**Direct.** : Director

**7. Autres mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2018**

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
		BV	MBV	JFF	LV	LF
VASCO	SARL	Gérant			co-gérant	

**BV** : Bernard VASSEUR

**MBV** : Marie Bernadette VASSEUR

**JFF** : Jean François FOZZANI

**LV** : Laurent VASSEUR

**LF** : Laurent FRAYSSINET

**8. Achat et revente par la société de ses propres actions**

La société MEDIA 6 a poursuivi la mise en œuvre au cours de l'exercice 2018 du programme de rachat d'actions propres qui avait été soumis aux suffrages de l'AG Mixte du 30 mars 2018 (publication le 15 mars 2018 du descriptif du programme de rachat d'actions auprès de l'AMF).

Les informations relatives aux négociations de titres MEDIA 6 intervenues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 dans le cadre de ces opérations sont les suivantes :

		Valeur historique des transactions
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2017	267 483 actions	2 187 596 €
Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice	119 488 actions	1 777 565 €
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	7 941 actions	103 851 €
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	250 000 actions	1 994 724 €
Variation du nombre d'actions détenues au cours de l'exercice	-138 453 actions	-321 010 €
Nombre d'actions acquises et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2018	129 030 actions	1 866 586 €

Cours net moyen d'acquisition de l'exercice	14,88 €	
Taux de frais de courtage	0,40%	du montant brut des transactions
Montant des frais de courtage	6 499 €	
Valeur nominale unitaire des actions acquises	3,20 €	
Valeur nominale totale des actions acquises	412 896 €	
Fraction du capital représentée par les actions MEDIA 6 détenues	4,23%	

La valeur nette des actions propres achetées au cours de l'exercice a été enregistrée à la rubrique titres de participation et valeurs mobilières de placement dans les comptes sociaux de la société MEDIA 6 SA. Elle est portée en diminution des fonds propres du Groupe en consolidation.

L'ensemble de ces rachats d'actions propres est désormais effectué dans le cadre général des objectifs qui ont été approuvés par l'AG Mixte des actionnaires du 30 mars 2018 et qui sont par ordre d'intérêt décroissant :

- animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action MEDIA 6 par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- achat par MEDIA 6 SA pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- attribuer des actions de la société et des filiales du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achats d'actions, au titre d'un plan d'épargne entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés en fonction de leurs performances dans l'application des dispositions des articles L 255-197-1 et suivants du Code de Commerce ;
- annulation des titres, sous réserve de l'adoption par une assemblée générale extraordinaire d'une résolution ayant pour objet d'autoriser cette annulation.

## 9. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

Le cours moyen de l'action s'est établi à un niveau moyen de 13,76 € au cours de l'exercice 2018 contre 9,82 € pour l'exercice 2017 avec un volume moyen de transactions mensuelles de 12 863 titres à rapprocher des 3 386 titres échangés en moyenne au cours des 12 mois de l'année précédente.

Mois	Cours moyen de clôture		Nombre de titres échangés au cours du mois		
	Exercice clos le 30/09/2017	Exercice clos le 30/09/2018	Exercice 2017	Exercice 2018	
Octobre	2016-2017	7,98 €	12,97 €	2 775	240
Novembre	2016-2017	8,43 €	12,94 €	6 214	220
Décembre	2016-2017	8,33 €	12,75 €	2 237	220
Janvier	2017-2018	8,47 €	14,31 €	1 893	191
Février	2017-2018	9,02 €	14,23 €	11 400	513
Mars	2017-2018	9,40 €	14,25 €	3 011	210
Avril	2017-2018	8,88 €	14,77 €	3 606	128
Mai	2017-2018	10,06 €	14,04 €	7 993	4 639
Juin	2017-2018	11,79 €	13,65 €	354	20 183
Juillet	2017-2018	12,21 €	13,37 €	161	10 794
Août	2017-2018	11,11 €	13,50 €	781	6 170
Septembre	2017-2018	11,95 €	14,39 €	202	110 852
<b>Moyennes</b>		<b>9,82 €</b>	<b>13,76 €</b>	<b>3 386</b>	<b>12 863</b>

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours moyen de 13,76 € pour 2 920 970 actions (3 050 000 actions composant le capital sous déduction de 129 030 actions détenues en propre au 30 septembre 2018) ressort à 40 192 K€, ce qui représente une valeur supérieure de 6 191 K€ par rapport aux capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2018 (34 001 K€).

## 10. Répartition du capital et des droits de vote

A la date du 30 novembre 2018 la répartition du capital entre les principaux actionnaires se présentait de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	% du capital	Nombre de titres	Droits de vote	% droits de vote
<b>Actionnariat majoritaire :</b>					
SARL VASCO	1	60,91%	1 857 828	3 600 428	67,42%
Famille VASSEUR	6	18,38%	560 629	1 120 830	20,99%
<b>S/T famille VASSEUR</b>	<b>7</b>	<b>79,29%</b>	<b>2 418 457</b>	<b>4 721 258</b>	<b>88,40%</b>
<b>MEDIA 6 SA auto-détention</b>					
	Neutralisé	<b>4,28%</b>	<b>130 509</b>	Neutralisé	Néant
<b>Actionnariat public significatif :</b>					
NOV1	1	2,95%	90 000	90 000	1,69%
Famille VEZZI	2	1,09%	33 250	66 500	1,25%
<b>S/T actionnariat majoritaire et public significatif</b>	<b>10</b>	<b>87,61%</b>	<b>2 672 216</b>	<b>4 877 758</b>	<b>91,33%</b>
Autre actionnariat public	450	12,39%	377 784	462 905	8,67%
<b>S/T actionnariat public</b>	<b>450</b>	<b>16,43%</b>	<b>501 034</b>	<b>619 405</b>	<b>11,60%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>460</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 050 000</b>	<b>5 340 663</b>	<b>100,00%</b>

La détention du capital de la société au cours de l'exercice a évolué au sein de l'actionnariat public significatif avec la cession de la totalité des titres détenus par M. JP FAUCHER.

## 11. Opérations sur les titres de la société réalisés par les dirigeants au cours de l'exercice et déclarés à l'AMF

Au titre de l'exercice écoulé, aucune opération n'a été réalisée par les dirigeants sur les titres de la société.

## 12. Dividendes

Le Conseil d'Administration propose à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, sur la base initiale de 3 050 000 actions composant le capital de distribuer un dividende d'un montant de 732 000 €. Le dividende par action sera donc de 0,24 €.

Conformément aux dispositions légales, le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

Dividendes versés	Dividende net
30/09/2017	0,24 €
30/09/2016	0,22 €
30/09/2015	0,22 €

13. Tableau des 5 derniers exercices de MEDIA 6 SA (Comptes sociaux)

Valeurs en K€

	au 30 sept. 2014	au 30 sept. 2015	au 30 sept. 2016	au 30 sept. 2017	au 30 sept. 2018
Capital	11 296	11 296	10 560	10 560	9 760
Nombre d'actions	3 530 000	3 530 000	3 300 000	3 300 000	3 050 000
Chiffre d'affaires	5 553	5 616	6 125	6 950	6 999
Résultat avant IS, dot. amort. & prov.	2 522	2 910	2 612	3 067	4 017
Dot. nettes amort & provisions	231	(2 651)	(1 479)	(1 825)	(271)
Impôt sur les sociétés	861	(18)	(143)	(1 095)	(235)
<b>Résultat après impôt</b>	<b>3 614</b>	<b>241</b>	<b>990</b>	<b>147</b>	<b>3 511</b>
<b>Résultat distribué</b>	<b>487</b>	<b>690</b>	<b>726</b>	<b>732</b>	<b>732</b>
<b>Par actions (en €)</b>					
<b>Résultat après impôt avant prov.</b>	<b>0,96</b>	<b>0,82</b>	<b>0,75</b>	<b>0,60</b>	<b>1,24</b>
<b>Résultat après impôt</b>	<b>1,02</b>	<b>0,07</b>	<b>0,30</b>	<b>0,04</b>	<b>1,15</b>
<b>Résultat distribué par action</b>	<b>0,14</b>	<b>0,20</b>	<b>0,22</b>	<b>0,22</b>	<b>0,24</b>
Personnel	28	29	34	36	34

**- II -**

**COMPTES CONSOLIDES ANNUELS**

**DU GROUPE MEDIA 6**

**ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018**

**ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)**

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2017	Septembre 2018
Goodwill	2.1	5 762	5 762
Immobilisations incorporelles	2.2	529	446
Immobilisations corporelles	2.3	14 459	14 052
Immeubles de placement	2.3		
Autres actifs financiers	2.4	142	197
Impôts différés	3.8	1 143	944
Autres actifs non courants		279	293
<b>Total Actifs non courants</b>		<b>22 314</b>	<b>21 694</b>
Stocks et en-cours	2.5	4 385	4 559
Clients et autres débiteurs	2.6	17 855	20 316
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	1 180	1 822
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	15 979	21 387
<b>Total Actifs courants</b>		<b>39 399</b>	<b>48 084</b>
Actifs non courants destinés à être cédés	2.3		
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>61 713</b>	<b>69 778</b>

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2017	Septembre 2018
Capital	2.9	10 560	9 760
Actions propres		(2 188)	(1 866)
Réserves de conversion		(321)	(416)
Réserves Groupe		23 319	23 541
Résultat de période		2 011	2 982
<b>Total Capitaux propres (Part du Groupe)</b>		<b>33 381</b>	<b>34 001</b>
Intérêts non contrôlant		1	1
<b>Total des Capitaux propres</b>		<b>33 382</b>	<b>34 002</b>
Passifs financiers non courants	2.10		4 230
Engagements envers le personnel	2.11	1 847	1 612
Autres provisions	2.11	1 150	1 013
Impôts différés (passifs)	3.8	1 564	1 499
Autres passifs non courants		797	4
<b>Total Passifs non courants</b>		<b>5 358</b>	<b>8 358</b>
Passifs financiers courants	2.10	45	1 386
Provisions	2.11	134	41
Fournisseurs et autres créditeurs	2.12	21 557	24 332
Dettes d'impôt		80	84
Autres passifs courants	2.13	1 157	1 575
<b>Total Passifs courants</b>		<b>22 973</b>	<b>27 418</b>
<b>Total des Passifs</b>		<b>28 331</b>	<b>35 776</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>61 713</b>	<b>69 778</b>

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2017	Septembre 2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	3.0	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>
Autres produits de l'activité		120	345
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		501	(103)
<b>Total Activité</b>		<b>84 434</b>	<b>82 679</b>
Achats consommés		(40 430)	(40 468)
Charges externes		(9 144)	(9 513)
Charges de personnel	3.2	(26 490)	(24 608)
Impôts et taxes		(1 403)	(1 380)
Dotations aux amortissements	3.3	(1 938)	(2 012)
Dotations nettes aux provisions	3.3	(364)	(430)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	69	99
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>4 734</b>	<b>4 367</b>
Résultat sur cession de participations consolidées			
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1		
Variations de juste valeur	3.5		
Autres produits et charges opérationnels	3.5		(155)
<b>Résultat opérationnel</b>	3.1	<b>4 734</b>	<b>4 212</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		4	
Coût de l'endettement financier brut		(1)	(30)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	3.6	<b>3</b>	<b>(30)</b>
Autres produits et charges financiers	3.6	(332)	(31)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>4 405</b>	<b>4 151</b>
Impôt sur le résultat	3.7	(2 394)	(1 169)
<b>Résultat après impôt</b>		<b>2 011</b>	<b>2 982</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	3.1	<b>2 011</b>	<b>2 982</b>
<i>Part du Groupe</i>		2 011	2 982
<i>Part d'intérêts non contrôlant</i>			
Résultat net par action ( <i>en € calculé sur Part du Groupe</i> )	3.9	0,61	0,98
Résultat net dilué par action ( <i>en € calculé sur Part du Groupe</i> )	3.9	0,61	0,98

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes annexes		
		Septembre 2017	Septembre 2018
<b>Résultat net consolidé</b>	3.1	<b>2 011</b>	<b>2 982</b>
<b>Produits et charges non comptabilisées en résultat</b>		400	(45)
Ecart de conversion sur entités étrangères		287	38
<b>Résultat global total</b>		<b>2 698</b>	<b>2 975</b>
<i>Part du Groupe</i>		2 698	2 975
<i>Part des minoritaires</i>			

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes Annexes	Exercices	
		Septembre 2017	Septembre 2018
<b>Résultat net total consolidé</b>		<b>2 011</b>	<b>2 982</b>
<b>Ajustements :</b>			
Elimination des amortissements et provisions		2 365	1 642
Elimination des profits / pertes de réévaluation			
Elimination des résultats de cession, pertes/profits de dilution		84	427
Elimination des produits de dividendes			
<b>MBA après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>4 460</b>	<b>5 051</b>
Elimination de la charge (produit) d'impôt		2 394	1 168
Elimination du coût de l'endettement financier net		(3)	30
<b>MBA avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>6 851</b>	<b>6 249</b>
Variation des stocks		(221)	(163)
Variation des créances d'exploitation		(1 246)	(1 924)
Variation des dettes d'exploitation		451	2 413
<b>Incidence de la variation du BFR</b>	a	<b>(1 016)</b>	<b>326</b>
Impôts payés	b	(980)	(2 188)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>4 855</b>	<b>4 387</b>
Incidence des variations de périmètre			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(2 479)	(2 116)
Acquisition d'actifs financiers			(53)
Variation des prêts et avances consentis		(22)	2
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		12	
Dividendes reçus			
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(2 489)</b>	<b>(2 167)</b>
Augmentation / (Réduction) de capital			
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(787)	(1 666)
Emission d'emprunts			6 000
Remboursements d'emprunts		(154)	(456)
Intérêts financiers nets versés		3	(24)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		(682)	(728)
Dividendes payés aux minoritaires			
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(1 620)</b>	<b>3 126</b>
Incidence de la variation des taux de change		(54)	41
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>692</b>	<b>5 387</b>
Trésorerie d'ouverture		14 951	15 643
<b>Trésorerie de clôture (*)</b>		<b>15 643</b>	<b>21 030</b>

(\*) dont

Titres de placement

Disponibilités

Concours bancaires

**Trésorerie nette en fin de période**

15 648 21 056

(5) (26)

**15 643 21 030**

## **NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2018**

### **Note a : Variation du BFR**

L'exercice a enregistré une légère diminution du BFR en liaison avec l'évolution de l'activité.

### **Note b : Impôts payés**

La variation constatée s'explique principalement par le résultat de l'exercice précédent ainsi que le paiement à titre conservatoire des sommes réclamées par l'administration fiscale dans le cadre du litige fiscal relatif aux exercices 2013 à 2015.

**TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Valeurs en K€)**

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Contribution Groupe	Intérêts hors Groupe
<b>Au 30 septembre 2016 (publié)</b>	<b>3 300 000</b>	<b>10 560</b>	<b>20 924</b>	<b>226</b>	<b>32 446</b>	<b>32 445</b>	<b>1</b>
Impact retraitement IAS 19			(264)	173	(91)	(91)	
<b>Au 30 septembre 2016 (retraité)</b>	<b>3 300 000</b>	<b>10 560</b>	<b>20 660</b>	<b>399</b>	<b>32 355</b>	<b>32 354</b>	<b>1</b>
Réduction de capital							
Dividendes distribués par la société Mère			(683)		(683)	(683)	
Affectation du Résultat de l'exercice précédent			399	(399)			
Résultat net de l'exercice 2017				2 011	2 011	2 011	
Elimination des actions propres			(807)		(807)	(807)	
Ecarts de conversion			243		243	243	
Variation de périmètre							
Ecarts actuariels IAS 19			400		400	400	
Ecart de change sur comptes courants (*)			44		44	44	
Autres variations (**)			(181)		(181)	(181)	
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>3 300 000</b>	<b>10 560</b>	<b>20 075</b>	<b>2 011</b>	<b>33 382</b>	<b>33 381</b>	<b>1</b>
Réduction de capital	(250 000)	(800)					
Dividendes distribués par la société Mère			(728)		(728)	(728)	
Affectation du Résultat de l'exercice précédent			2 011	(2 011)			
Résultat net de l'exercice 2018				2 982	2 982	2 982	
Elimination des actions propres			(1 674)		(1 674)	(1 674)	
Ecarts de conversion			(121)		(121)	(121)	
Variation de périmètre							
Ecarts actuariels IAS 19			(45)		(45)	(45)	
Ecart de change sur comptes courants (*)			136		136	136	
Autres variations (**)			70		70	70	
<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>3 050 000</b>	<b>9 760</b>	<b>19 724</b>	<b>2 982</b>	<b>34 002</b>	<b>34 001</b>	<b>1</b>

(\*) En application de la norme IAS 21, les écarts de change constatés sur les comptes courants de la société MEDIA 6 avec les sociétés situées hors zone euro ont été comptabilisés directement en capitaux propres.

(\*\*) Les variations correspondent essentiellement à des écarts de conversion constatés sur le bilan social d'ouverture des sociétés chinoises MEDIA 6 ASIA PRODUCTION, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT et DDF INTERNATIONAL (ex-ARTIUM PRODUCTION)

**- III -**

**ANNEXE  
AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS**

**DU GROUPE MEDIA 6**

**ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018**

## **PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **Cadre général**

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2017/2018 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 septembre 2018.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les normes et interprétations appliquées par le Groupe pour l'exercice 2017/2018 sont les mêmes que celles retenues pour les comptes consolidés de l'exercice 2016/2017 à l'exception de celles adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2017 et dont le Groupe n'avait pas fait le choix d'une application par anticipation (cf. paragraphe suivant - Évolution du référentiel comptable).

### **Évolution du référentiel comptable**

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 septembre 2018 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 30 septembre 2017, étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1er octobre 2017 ont été appliquées par le Groupe, et n'ont pas entraîné d'incidences significatives sur les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2017/2018.

- Futures normes, amendements de normes et interprétations
  - IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients La norme « IFRS 15 - Reconnaissance du revenu » est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, soit à compter de l'exercice 2018/2019 pour le Groupe Media 6.  
Cette nouvelle norme viendra en remplacement des normes IAS 11 sur les contrats de constructions et IAS 18 sur les produits des activités ordinaires, ainsi que de l'ensemble des interprétations liées (IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31). Elle introduit un modèle unique de reconnaissance du chiffre d'affaires, commun à l'ensemble des secteurs d'activité, basé sur la notion de transfert du contrôle du bien ou service promis. Le chiffre d'affaires est évalué pour le montant de la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange des biens ou services transférés.  
Dans le cadre de l'application de cette nouvelle norme à compter de l'exercice ouvert au 1er octobre 2018, le Groupe Media 6 a procédé à l'analyse de ces principaux contrats. Il en est essentiellement ressorti les problématiques suivantes :
    - Distinction Agent/Principal au sein des activités touristiques : le Groupe est qualifié de principal lorsqu'il contrôle le service promis avant de le fournir au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires et les charges supportées sont présentés en brut, sur des lignes séparées au compte de résultat. Dans le cas contraire, le Groupe est qualifié d'agent et seule la rémunération nette est reconnue en chiffre d'affaires.  
L'évaluation des incidences de l'application de cette nouvelle norme est actuellement en cours.
  - IFRS 9 : Instruments financiers  
  
La norme IFRS 9 « Instruments financiers » est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, soit à compter de l'exercice 2018/2019 pour le Media 6. Le Groupe n'a pas souhaité procéder à une application anticipée de la norme.

Cette dernière vient en remplacement de la norme IAS 39 et s'articule autour de trois grands volets :

- la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers ;
- la dépréciation des actifs financiers ;
- la comptabilité de couverture.

Les analyses menées par le Groupe Media 6 ont conduit à l'absence d'incidences significatives sur les comptes consolidés liées à l'application de cette nouvelle norme.

- IFRS 16 : Contrats de location

La norme IFRS 16 supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Elle prévoit un principe de comptabilisation unique des contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué ; et
- d'une dette au titre de l'obligation de paiements de loyers.

Une exemption est prévue pour les contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

L'évaluation des incidences de l'application de cette nouvelle norme est actuellement en cours.

Cette nouvelle norme est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, soit l'exercice 2019/2020 pour MEDIA 6.

Les premiers comptes publiés selon les normes IFRS ont concerné l'exercice clos au 30 septembre 2006. Le Groupe MEDIA 6 a retenu les méthodes et options suivantes :

- **immobilisations** : conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, la direction du Groupe a choisi d'évaluer ses bâtiments d'exploitation (constructions et agencements) détenus par les entités françaises, en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises, à la juste valeur au 1<sup>er</sup> octobre 2004. A cet effet, chacun des sites concernés a fait l'objet d'une expertise spécifique conduite par un cabinet indépendant reconnu.

Les valeurs vénales ainsi établies constituent les nouvelles valeurs brutes au bilan d'ouverture IFRS et les futures bases d'amortissement. Sur la base d'une analyse technique des bâtiments réalisée par le même cabinet d'expertise, la nouvelle valeur brute de chacun des bâtiments a été ventilée en trois composants : gros œuvre, toiture et couverture, ouvrants et agencements.

La Direction estime que leur amortissement doit être pratiqué, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004, en tenant compte d'une valeur résiduelle nulle, selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité résiduelles par bâtiment et composant, établies par le cabinet d'expertise. Celles-ci sont comprises dans les intervalles indiqués ci-après :

Gros œuvre .....	de 15 à 60 ans
Toiture et couverture .....	de 5 à 40 ans
Ouvrants et agencements .....	de 2 à 10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées sur la base de la valeur historique soit à la date de leur mise en service, soit à leur date d'entrée dans le Groupe.

Les amortissements ont été recalculés en tenant compte d'une durée d'utilité minimale pour les immobilisations les plus significatives, selon le mode linéaire (le mode dégressif demeurera uniquement en social), de façon rétrospective, et sans tenir compte de valeurs résiduelles.

- **stock-options** : les plans d'options d'achat d'actions octroyés par le Groupe à certains de ses salariés et dirigeants ont été retraités conformément à IFRS 2 de manière totalement rétrospective (modèle de valorisation Black & Scholes). La norme requiert la constatation en résultat par contrepartie des réserves d'une charge équivalente au montant des services rendus par les bénéficiaires de stocks options.
- **avantages au personnel** : au regard de la norme IAS 19, les indemnités de départ en retraite dues par le Groupe en application des dispositions légales ont été recalculées en prenant en compte les hypothèses actuarielles requises : revalorisation salariale, incidence des charges sociales, taux d'actualisation fondé sur les obligations de 1<sup>ère</sup> catégorie.
- **impôts différés** : les impôts différés constatés correspondent aux effets des ajustements IFRS comptabilisés.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des écarts d'acquisition (notes 2.1 et 2.3.1).

Le contexte actuel de la crise économique rend plus complexe l'élaboration de perspectives en termes d'activité, de financement ainsi que la préparation des comptes, notamment en matière d'estimations comptables.

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 7 janvier 2019.

### **Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice**

- A la fin du mois de février 2017, le Groupe avait fait l'acquisition d'un fonds de commerce en Chine (DDF) spécialisé dans la fabrication de support de vente pour marques de luxe, dans le domaine de l'horlogerie, bijouterie et joaillerie. Malgré un développement commercial pratiquement en ligne avec les objectifs fixés, cette activité s'est avérée très déficitaire sur l'exercice ce qui a conduit à déprécier totalement le fonds de commerce associé au 30 septembre 2018.
- Les résultats enregistrés par MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd tant à partir de Hong Kong que de la Chine continentale ont permis de compenser les pertes de l'activité DDF. Sur Hong Kong, les résultats positifs ont été imputés sur le déficit fiscal des années antérieures, diminuant fortement la charge d'impôt.
- La société MEDIA 6 PRODUCTION PLV a confirmé le redressement amorcé les années précédentes, grâce notamment à une bonne maîtrise de ses marges et frais généraux. Sur l'exercice a été constatée la reprise de la provision relative au litige prud'homal l'opposant à une partie des salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON suite à une décision favorable de la Cour d'Appel d'Amiens de février 2018.  
En octobre 2018, la même Cour d'Appel a débouté la société suite à la demande formulée par quatre salariés sur le même motif de licenciement sans cause réelle et sérieuse.
- La société ATELIERS NORMAND a conclu un contrat de location-gérance avec la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017. L'activité désormais conduite au sein de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS a connu un fort développement commercial dans son pôle naval entraînant une augmentation très significative du portefeuille de commandes au 30 septembre 2018.
- Afin de s'adapter à la nouvelle configuration du marché, il a été décidé en 2017 de réorganiser la filiale MEDIACOLOR SPAIN en réduisant ses effectifs et en déménageant dans de nouveaux locaux toujours à proximité de Barcelone. Le résultat 2018, tout en étant négatif, a été très fortement réduit par rapport à 2017. Le retour à un excédent est prévu sur le nouvel exercice.

### **Note 1.1 : Périmètre et méthode de consolidation**

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Le périmètre d'intégration n'a pas évolué par rapport à l'exercice 2016/2017.

**PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (1/2)**

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<b>MEDIA 6 SA</b>	<b>33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France</b>	<b>311 833 693</b>	<b>Mère</b>
<b><u>Sociétés de services</u></b>			
MEDIA 6 360	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	311 508 543	100,00%
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES <i>(ex-MEDIA 6 INSTALLATION)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100,00%
MEDIA 6 LAB <i>(ex-MEDIA 6 PLV)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	347 574 493	100,00%
<b><u>Sociétés de production et de commercialisation</u></b>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100,00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 253 695	100,00%
ATELIERS NORMAND	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	379 933 492	100,00%
MEDIACOLOR SPAIN	Avenida del Progreso, n°30, Nave 2 Poligono Industrial Els Garrofers 08340 - Vilassar de Mar (Espagne)		99,92%
MEDIA 6 ASIA	8/F., Tower 1, Tern Centre 237, Queen's Road Central (Hong-Kong)		100,00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	Room 2113, Level 21, Landmark North 39, Lung Sum avenue - Sheung Sui (New Territories)		100,00%
DDF INTERNATIONAL Ltd <i>(ex-Artium Production Ltd)</i>	Unit 1603, 16/F., Fortress Tower 250, King's road North point (Hong Kong)		100,00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd	Sha Tian avenue Dongguan, Sha Tian village, Guangdong Province		100,00%
MEDIA 6 ROMANIA	Gheorghe Grigore Cantacuzino 348 100301 - Ploiesti (Roumanie)		100,00%

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (2/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<b><u>Sociétés à vocation immobilière</u></b>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100,00%
MEDIASIXTE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	342 002 276	100,00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazarne	378 519 433	100,00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100,00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100,00%
QUAI DE SEINE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	393 847 140	100,00%
<b><u>Sociétés sans activité ou en sommeil</u></b>			
COULEUR 6 INC ( <i>en sommeil</i> )	1155, boulevard René Levesque Ouest Bureau 2810, Montréal, Québec H3B2L2 Canada		100,00%

## PARTIE 2 : NOTES ANNEXES AU BILAN

### Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2018 pour les autres postes du bilan et au cours moyen annuel pour le compte de résultat. Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion en diminution des capitaux propres part du Groupe de 121 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

### Note 2.1 : Goodwill (Valeurs en K€)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date.

Sociétés	Montant net au 30/09/17	Montant net au 30/09/18
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	800	800
MEDIA 6 360	1 530	1 530
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	1 500	1 500
MEDIACOLOR SPAIN	432	432
MEDIA 6 - POLE ASIE	1 500	1 500
<b>TOTAL</b>	<b>5 762</b>	<b>5 762</b>

Lors du réexamen annuel de l'ensemble des goodwills, aucune dépréciation n'a été constatée.

### Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations incorporelles	30/09/17	+	-	30/09/18
Valeur brute	2 626	276	(12)	2 890
Amortissements et dépréciations	(2 097)	(343)	(4)	(2 444)
<b>TOTAL</b>	<b>529</b>	<b>(67)</b>	<b>(16)</b>	<b>446</b>

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

## Note 2.3 : Immobilisations corporelles et immeubles de placement

### Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1<sup>er</sup> octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
<b>Constructions</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gros œuvre, structure</li> <li>• Toiture et couverture</li> <li>• Agencements</li> </ul>	de 15 à 60 ans
<b>Machines</b>	de 5 à 40 ans
<b>Autres</b>	de 2 à 10 ans
	de 5 à 10 ans
	de 3 à 5 ans

### Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2016-2017 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/16	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/17
<b>Valeurs brutes</b>					
Terrains	1 423				1 423
Constructions	18 470	424	(81)		18 813
Immeubles de placement					
Matériel et outillage	21 078	645	(713)		21 010
Autres immobilisations corporelles	6 000	900	(136)	19	6 783
Immobilisations corporelles en cours	29	19		(19)	29
Avances et acomptes	5		(5)		
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>47 005</b>	<b>1 988</b>	<b>(935)</b>		<b>48 058</b>
<b>Amortissements et Dépréciations</b>					
Terrains	(90)	(14)			(104)
Constructions	(8 838)	(698)	(252)		(9 788)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(18 856)	(763)	684		(18 935)
Autres immobilisations corporelles	(4 552)	(344)	124		(4 772)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(32 336)</b>	<b>(1 819)</b>	<b>556</b>		<b>(33 599)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Terrains	1 333	(14)			1 319
Constructions	9 632	(274)	(333)		9 025
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	2 222	(118)	(29)		2 075
Autres immobilisations corporelles	1 448	556	(12)	19	2 011
Immobilisations corporelles en cours	29	19		(19)	29
Avances et acomptes	5		(5)		
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>14 669</b>	<b>169</b>	<b>(379)</b>		<b>14 459</b>

**Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2017-2018 (Valeurs en K€)**

Immobilisations corporelles	30/09/17	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/18
<b>Valeurs brutes</b>					
Terrains	1 423				1 423
Constructions	18 813	89			18 902
Immeubles de placement					
Matériel et outillage	21 010	681	(590)		21 101
Autres immobilisations corporelles	6 783	488	(13)	(141)	7 117
Immobilisations corporelles en cours	29	548	(218)	(14)	345
Avances et acomptes		8			8
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>48 058</b>	<b>1 814</b>	<b>(821)</b>	<b>(155)</b>	<b>48 896</b>
<b>Amortissements et Dépréciations</b>					
Terrains	(104)	(14)			(118)
Constructions	(9 788)	(584)			(10 372)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(18 935)	(795)	553	11	(19 166)
Autres immobilisations corporelles	(4 772)	(416)	11	(11)	(5 188)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(33 599)</b>	<b>(1 809)</b>	<b>564</b>		<b>(34 844)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Terrains	1 319	(14)			1 305
Constructions	9 025	(495)			8 530
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	2 075	(114)	(37)	11	1 935
Autres immobilisations corporelles	2 011	72	(2)	(152)	1 929
Immobilisations corporelles en cours	29	548	(218)	(14)	345
Avances et acomptes		8			8
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>14 459</b>	<b>5</b>	<b>(257)</b>	<b>(155)</b>	<b>14 052</b>

**Crédit-bail (Valeurs en K€)**

Les biens en crédit-bail font l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété, le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotations aux amortissements et de frais financiers.

Au 30 septembre 2018, il n'y a plus de contrat de crédit-bail en cours.

**Note 2.3.1 : Tests de valorisation des actifs immobilisés**

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les goodwill. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs (valeur des free cash flows actualisés sur 5 ans au taux de 7,1% pour l'ensemble de ses filiales européennes sauf MEDIACOLOR SPAIN (10,1%) et de 8,6% pour la Chine.

La tendance relative aux hypothèses d'activité est cohérente avec les dernières estimations budgétaires, qui tiennent compte des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge constatés.

La valeur finale égale à la rente du dernier free cash flow actualisé à l'infini avec ou sans croissance. La variation de +/- 1 point du taux d'actualisation et du taux de croissance ne remet pas en cause ces valeurs.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction du Groupe.

Par ailleurs, lorsque les actifs immobilisés sont portés par une société immobilière du Groupe, le test de valorisation est réalisé en regroupant dans l'UGT la société opérationnelle et la société immobilière qui porte les actifs.

#### **Note 2.4 : Autres actifs financiers**

L'augmentation de ce poste est due à la prise participation de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS dans la société COFIPME, société gérant la participation dans la société CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (ex-STX FRANCE).

#### **Note 2.5 : Stocks et en cours**

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

<b>Stocks et en-cours de production</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Matières premières	2 259	2 550
En-cours de production	892	1 127
Produits finis	1 546	1 204
Marchandises	153	149
<b>Total stocks bruts</b>	<b>4 850</b>	<b>5 030</b>
Matières premières	(414)	(402)
En-cours de production		
Produits finis	(11)	(32)
Marchandises	(40)	(37)
<b>Total dépréciations</b>	<b>(465)</b>	<b>(471)</b>
<b>Total stocks nets</b>	<b>4 385</b>	<b>4 559</b>

**Note 2.6 : Créances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont à moins d'un an. Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige est identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

<b>Créances clients et autres créances</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Créances clients ( <i>brutes</i> )	14 804	16 897
Dépréciations	(86)	(126)
<b>Créances clients (<i>nettes</i>)</b>	<b>14 718</b>	<b>16 771</b>
<b>Créances sur personnel et organismes sociaux</b>	<b>120</b>	<b>77</b>
<b>Créances fiscales</b>	<b>2 594</b>	<b>2 358</b>
Autres créances ( <i>brutes</i> )	808	1 110
Dépréciations	(385)	
<b>Autres créances (<i>nettes</i>)</b>	<b>423</b>	<b>1 110</b>
<b>Total créances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)</b>	<b>17 855</b>	<b>20 316</b>

Les échéances des créances clients au 30 septembre 2018 s'analysent comme suit :

<b>Échéances créances clients</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Non échu	13 069	14 352
Echu de 1 à 90 jours	1 345	2 046
Echu de 91 à 180 jours	198	403
Echu de 181 à 360 jours	137	
Echu > 360 jours	55	96
<b>Total créances clients (<i>brutes</i>)</b>	<b>14 804</b>	<b>16 897</b>

**Note 2.7 : Autres actifs non courants et courants (Valeurs en K€)**

<b>Autres actifs non courants</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Créance d'impôt	275	293
Autres actifs à long terme	4	
<b>Total autres actifs non courants</b>	<b>279</b>	<b>293</b>

La créance d'impôt se compose de :

- un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) d'un montant de 166 K€ remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2018 et au plus tard au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2021.
- un crédit d'impôt d'une filiale étrangère pour 127 K€ récupérable à partir de 2018.

Créances d'impôt et autres actifs courants	30/09/17	30/09/18
Créance d'impôt	339	1 460
Prêts et cautionnement à moins d'un an	3	
Charges constatées d'avance	838	362
<b>Total autres actifs courants</b>	<b>1 180</b>	<b>1 822</b>

La créance d'impôt représente principalement les acomptes d'impôts sur les sociétés.

Les charges constatées d'avance sont :

- des charges diverses de fonctionnement se rapportant à la période suivante
- Des en-cours de production comptabilisés à l'avancement d'un montant de 92 k€

**Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	30/09/17	30/09/18
Titres de placement et intérêts courus	331	331
Trésorerie	15 648	21 056
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>15 979</b>	<b>21 387</b>

Les titres de placement représentent essentiellement des parts sociales dans une de nos banques.

La trésorerie excédentaire est placée en comptes à terme ou en comptes courants bancaires rémunérés.

**Note 2.9 : Capitaux propres**

Au 30 septembre 2018, le capital social de 9 760 K€ est composé de 3 050 000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mars 2018, la société MEDIA 6 détenait 129 030 actions en propre au 30 septembre 2018 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 1 867 k€

**Note 2.10 : Passifs financiers**

Trois nouveaux emprunts ont été conclus dans l'exercice pour un total de 6 000 K€.

Les concours bancaires court terme d'exploitation de 26 K€ doivent être rapprochés des disponibilités inscrites à l'actif pour 21 387 K€ afin d'apprécier la trésorerie nette court terme positive de 21 361 K€ du Groupe à la clôture de l'exercice.

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).

Variation des passifs financiers (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/17	+	-	Reclass.	30/09/18
Emprunts auprès d'établissements de crédit Emprunts (crédit-bail) Autres emprunts et dettes assimilées		6 000	(455)	(1 315)	4 230
<b>Total Passifs non courants</b>		<b>6 000</b>	<b>(455)</b>	<b>(1 315)</b>	<b>4 230</b>

Passifs courants	30/09/17	+	-	Reclass.	30/09/18
Emprunts auprès d'établissements de crédit Emprunts (crédit-bail)				1 315	1 315
Concours bancaires	6	26	(6)		26
Autres emprunts et dettes assimilées	39				39
Intérêts courus sur emprunts		6			6
<b>Total Passifs courants</b>	<b>45</b>	<b>32</b>	<b>(6)</b>	<b>1 315</b>	<b>1 386</b>

Echéancier des passifs financiers (Valeur en K€)

Nature des passifs financiers	30/09/18	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus 5 ans
Emprunts bancaires à taux variables				
Emprunts bancaires à taux fixes	5 545	1 315	4 230	
Crédit-bail immobilier				
Autres emprunts et dettes assimilées	39	39		
Banques créditrices	26	26		
Intérêts courus sur emprunts	6	6		
<b>TOTAL</b>	<b>5 616</b>	<b>1 386</b>	<b>4 230</b>	<b>0</b>

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).

Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/10/18 au 30/09/19	du 01/10/19 au 30/09/20	du 01/10/20 au 30/09/21	du 01/10/21 au 30/09/22	du 01/10/22 au 30/09/23	du 01/10/23 au 30/09/24	Total
Emprunts banc. à taux variable - nominal							
Emprunts banc. à taux variable - intérêts							
Emprunts banc. à taux fixe - nominal	1 180	1 192	1 205	1 218	750		5 545
Emprunts banc. à taux fixe - intérêts	6						6
Crédit-bail immobilier - nominal							
Crédit-bail immobilier - intérêts							
Autres emprunts et dettes assimilés	39						39
Banques créditrices	26						26
<b>TOTAL</b>	<b>1 251</b>	<b>1 192</b>	<b>1 205</b>	<b>1 218</b>	<b>750</b>	<b>0</b>	<b>5 616</b>

## Risques

### Risque de taux d'intérêt

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe. Au 30 septembre 2018, tous les emprunts contractés résiduels sont à taux fixe.

### Risque de change

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, DDF INTERNATIONAL Ltd, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié.

### Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

## Note 2.11 : Engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

### Indemnités de fin de carrière

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge ⇒ de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge ⇒ de 18% à 45% de risque de 51 ans à 67 ans d'âge ⇒ de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	43,84%
Actualisation	1,55 % au 30/09/17 et 1.54 % au 30/09/2018 (Source Taux iBoxx Corporates AA)

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie (table de mortalité INSEE 2014) et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation. Ce calcul tient compte de la nouvelle loi sur les départs à la retraite.

A partir de ces hypothèses, l'impact annuel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- Coût des services rendus : -142 K€
- Coût financier : -30 K€
- Impact des entrées de l'exercice : -5 K€
- Impact des sorties de l'exercice : +458 K€

Soit un produit de 280 k€

Les écarts actuariels retraités en réserves pour 45 k€ se décomposent comme suit :

- Impact des variations actuarielles : -45 K€

Soit au total, une variation de 235 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales étrangères, ces dernières n'ayant aucune obligation légale ou constructive en la matière.

#### Variation des engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Engagements envers le personnel	30/09/17	+	-	30/09/18
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 847		(235)	1 612
<b>Total engagements envers le personnel</b>	<b>1 847</b>		<b>(235)</b>	<b>1 612</b>

Autres provisions	30/09/17	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/18
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges	80	24		(80)	24
Provisions pour charges					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour risques sociaux	1 070	265		(346)	989
<b>Sous-total Non courant</b>	<b>1 150</b>	<b>289</b>		<b>(426)</b>	<b>1 013</b>
Provisions pour charges(<1an)	24	7		(24)	7
Provisions pour litiges (< 1 an)					
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)	110		(76)		34
Provisions pour restructuration (< 1 an)					
<b>Sous-total Courant</b>	<b>134</b>	<b>7</b>	<b>(76)</b>	<b>(24)</b>	<b>41</b>
<b>Total autres provisions</b>	<b>1 284</b>	<b>296</b>	<b>(76)</b>	<b>(450)</b>	<b>1 054</b>

Sur l'exercice a été constatée la reprise de la provision relative au litige prud'homal l'opposant à une partie des salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (devenue depuis MEDIA 6 PRODUCTION PLV) suite à une décision favorable de la Cour d'Appel d'Amiens de février 2018.

En octobre 2018, la même Cour d'Appel a débouté la société suite à la demande formulée par quatre salariés sur le même motif de licenciement sans cause réelle et sérieuse justifiant le maintien d'une provision à ce titre. Par ailleurs, pour les autres risques sociaux, les provisions constituées correspondent à notre meilleure estimation.

**Autres passifs non courants**

<b>Autres passifs non courants</b>	<b>30/09/17</b>	<b>+</b>	<b>-</b>	<b>30/09/18</b>
Provision pour dette d'impôts	792		(792)	
Autres passifs non courants	5		(1)	4
<b>Total passifs non courants</b>	<b>797</b>		<b>(793)</b>	<b>4</b>

**Note 2.12 : Dettes fournisseurs et autres créditeurs (Valeurs en K€)**

Les dettes fournisseurs et des autres créditeurs sont à moins d'un an.

<b>Dettes fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Fournisseurs	11 018	13 257
Dettes sur acquisitions d'actifs	163	137
Dettes sociales	4 444	4 320
Dettes fiscales	2 247	1 979
Dividendes à payer	4	4
Autres dettes	3 681	4 635
<b>Total dettes fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>21 557</b>	<b>24 332</b>

**Note 2.13 : Autres passifs courants (Valeurs en K€)**

<b>Autres passifs courants</b>	<b>30/09/17</b>	<b>30/09/18</b>
Produits constatés d'avance	1 157	1 575
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>1 157</b>	<b>1 575</b>

L'impact des en-cours de production comptabilisés à l'avancement est de 738 K€.

**Note 2.14 : Informations sectorielles**

**Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2017 (Valeurs en K€)**

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/17
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Actifs non courants</b>				
Goodwill	4 232	1 530		5 762
Immobilisations incorporelles	378	151		529
Immobilisations corporelles	3 640	480	10 339	14 459
Immeuble de placement				
Impôts différés	606	522	14	1 142
Autres actifs non courants	259	20		279
Actifs non courants destinés à être cédés				
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	3 945	440		4 385
Clients et autres débiteurs	14 411	3 421	22	17 854
Créances d'impôt et autres actifs courants	901	279		1 180

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/17
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Passifs non courants</b>				
Passifs financiers non courants		792		792
Engagements envers le personnel	1 147	700		1 847
Autres provisions	966	183		1 149
Impôts différés	41		1 523	1 564
Autres passifs non courants		5		5
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	2	4	39	45
Provisions (part à moins d'un an)	134			134
Fournisseurs et autres créditeurs	16 168	4 871	518	21 557
Dettes d'impôt	64	16		80
Autres passifs courants	660	194	303	1 157

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2018 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/18
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Actifs non courants</b>				
Goodwill	4 232	1 530		5 762
Immobilisations incorporelles	281	164		445
Immobilisations corporelles	3 694	473	9 885	14 052
Immeuble de placement				
Impôts différés	527	403	15	945
Autres actifs non courants	273	20		293
Actifs non courants destinés à être cédés				
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	4 375	184		4 559
Clients et autres débiteurs	16 274	4 017	25	20 316
Créances d'impôt et autres actifs courants	372	1 449	1	1 822

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/18
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Passifs non courants</b>				
Passifs financiers non courants		4 230		4 230
Engagements envers le personnel	1 085	527		1 612
Autres provisions	685	327		1 012
Impôts différés	6		1 493	1 499
Autres passifs non courants		4		4
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	7	1 340	39	1 386
Provisions (part à moins d'un an)	41			41
Fournisseurs et autres créditeurs	18 268	5 505	559	24 332
Dettes d'impôt	84			84
Autres passifs courants	994	300	281	1 575

**Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2017 (Valeurs en K€)**

Nature d'investissements	Production	Services	Total
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Concessions, brevets	35		35
Autres immobilisations incorporelles	95	97	192
Immobilisations incorporelles en cours	228		228
Avances et acomptes			
<b>Sous-Total immobilisations incorporelles</b>	<b>358</b>	<b>97</b>	<b>455</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions	108	317	425
Matériel et outillage	645		645
Autres immobilisations corporelles	589	311	900
Immobilisations corporelles en cours	15	3	18
Avances et acomptes			
<b>Sous-Total immobilisations corporelles</b>	<b>1 357</b>	<b>631</b>	<b>1 988</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>1 715</b>	<b>728</b>	<b>2 443</b>

**Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2018 (Valeurs en K€)**

Nature d'investissements	Production	Services	Total
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Concessions, brevets	119		119
Autres immobilisations incorporelles	61	69	130
Immobilisations incorporelles en cours		26	26
Avances et acomptes			
<b>Sous-Total immobilisations incorporelles</b>	<b>180</b>	<b>95</b>	<b>275</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions	34	55	89
Matériel et outillage	662	19	681
Autres immobilisations corporelles	270	218	488
Immobilisations corporelles en cours	548		548
Avances et acomptes	8		8
<b>Sous-Total immobilisations corporelles</b>	<b>1 522</b>	<b>292</b>	<b>1 814</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>1 702</b>	<b>387</b>	<b>2 089</b>

**Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2017** (Valeurs en K€)

	<b>Production</b>	<b>Services</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles	(65)	(54)	(119)
Immobilisations corporelles	(968)	(851)	(1 819)
<b>Total Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(1 033)</b>	<b>(905)</b>	<b>(1 938)</b>

**Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2018** (Valeurs en K€)

	<b>Production</b>	<b>Services</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles	(121)	(82)	(203)
Immobilisations corporelles	(1 056)	(753)	(1 809)
<b>Total Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(1 177)</b>	<b>(835)</b>	<b>(2 012)</b>

## PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 3.0 : Chiffre d'affaires

#### Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex-Works - départ usine ou entrepôt)
- soit à l'avancement pour les prestations de services (installation, agencement...)

Pour les contrats à long terme, le pourcentage d'avancement correspond aux montants des jalons acceptés par le client rapportés à la commande totale. Les produits enregistrés sur ce type de contrats au 30 septembre 2018 s'élèvent à 8 065 K EUR. Sur les contrats en cours au 30 septembre 2018, il a été perçu 479 K EUR d'avances et les créances à recevoir s'élèvent à 628 K EUR.

Dans l'éventualité de pertes à terminaison, une provision est constituée. Au 30 septembre 2018, aucune provision n'a été constatée.

#### Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux
- Mèches et mèches.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	30/09/17	30/09/18
Secteur Production	70 887	69 619
Secteur Services	12 926	12 818
<b>TOTAL</b>	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>

#### Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	30/09/17	30/09/18
France	70 425	66 381
Europe ( <i>hors France</i> )	3 093	3 204
Reste du monde	10 295	12 852
<b>TOTAL</b>	<b>83 813</b>	<b>82 437</b>

Le chiffre d'affaires « Reste du monde » correspond à l'activité des filiales en Chine.  
Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

**Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité****Résultat Opérationnel (Valeurs en K€)**

Résultats Opérationnels	30/09/17	30/09/18
Secteur Production	2 751	2 443
Secteur Services	1 983	1 769
<b>TOTAL</b>	<b>4 734</b>	<b>4 212</b>

**Résultat Nets (Valeurs en K€)**

Résultats Nets	30/09/17	30/09/18
Secteur Production	1 721	1 953
Secteur Services	290	1 029
<b>TOTAL</b>	<b>2 011</b>	<b>2 982</b>

**Note 3.2 : Charges de personnel (Valeurs en K€)**

Charges de personnel	30/09/17	30/09/18
Salaires	(15 485)	(16 034)
Charges sociales	(6 012)	(5 727)
Frais d'intérim	(4 642)	(3 056)
Participation	(180)	(71)
Dotations nettes engagements de retraite	(171)	280
<b>TOTAL</b>	<b>(26 490)</b>	<b>(24 608)</b>

**Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)**

Dotations aux amortissements	30/09/17	30/09/18
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(119)	(203)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(1 819)	(1 809)
<b>Dotations aux amortissements des immobilisations</b>	<b>(1 938)</b>	<b>(2 012)</b>

Dotations nettes aux provisions	30/09/17	30/09/18
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	(81)	(265)
Dotations aux provisions pour autres litiges	(65)	(29)
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(217)	(136)
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>(363)</b>	<b>(430)</b>
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux		
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges		
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants		
<b>Reprises / utilisations sur provisions</b>		
<b>Dotations nettes aux provisions</b>	<b>(363)</b>	<b>(430)</b>

Les reprises de provisions utilisées ont été positionnées en déduction des charges comptabilisées de même nature.

**Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation** (Valeurs en K€)

Autres produits et charges d'exploitation	30/09/17	30/09/18
Autres charges d'exploitation	(123)	(63)
Autres produits d'exploitation	192	161
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>69</b>	<b>98</b>

**Note 3.5 : Autres produits et charges opérationnels** (Valeurs en K€)

Autres produits et charges opérationnels	30/09/17	30/09/18
Dotation nette aux provisions pour charges non récurrentes		(155)
Charges non récurrentes		
Produits non récurrents		
Crédit d'impôt sur exercices antérieurs		
<b>Total Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>0</b>	<b>(155)</b>

La dotation nette de l'exercice correspond à la dépréciation du fonds de commerce DDF.

**Note 3.6 : Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers**

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

**Note 3.7 : Impôt sur les bénéfices** (Valeurs en K€)

Impôt sur les bénéfices	30/09/17	30/09/18
Impôt sur les résultats	(2 312)	(1 054)
Charges / Produits intégration fiscale		
Impôts différés	(82)	(114)
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>(2 394)</b>	<b>(1 168)</b>

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30/09/2018 au taux de 33,33% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 34,43%.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30/09/2018 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

**Note 3.8 : Impôts différés (Valeurs en K€)**

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture. Les impôts différés actifs s'élevaient à 945 K€ et les impôts différés passifs à 1 499 K€. La variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat annuel se traduit par une charge de 114 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/17	Variations		30/09/18
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	623		(31)	592
Elimination résultats internes	8			8
Amortissements dérogatoires	3	(227)		(224)
Activation de reports déficitaires	304		(52)	252
Rééval. constructions (immeubles placement)				
Fonds de commerce	42			42
Dépréciation des actions propres			(30)	(30)
Indemnités de fin de carrière	137	(15)		122
IFRIC 21	12			12
Autres	14	93	64	171
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>1 143</b>	<b>(149)</b>	<b>(49)</b>	<b>945</b>

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/17	Variations		30/09/18
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	(89)		89	
Elimination résultats internes	2			2
Amortissements dérogatoires	118		(101)	17
Rééval. constructions (immob. corporelles)	1 619		(41)	1 578
Crédit bail	(85)		(6)	(91)
IFRIC 21	(13)			(13)
Dépréciation des actions propres				
Autres	12		(6)	6
<b>Total impôts différés passifs</b>	<b>1 564</b>		<b>(65)</b>	<b>1 499</b>

**Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)**

Taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/17	30/09/18
Résultat net consolidé	2 011	2 982
Impôt sur les bénéfices	(2 394)	(1 168)
<b>Résultat net consolidé imposable</b>	<b>4 405</b>	<b>4 150</b>
<b>Impôts sur les sociétés théorique</b>	<b>(1 517)</b>	<b>(1 429)</b>
<b>Taux d'imposition de droit commun</b>	<b>34,43%</b>	<b>34,43%</b>
Différences permanentes	(775)	116
Déficits reportables non activés	(175)	(29)
Bénéfices non taxés car imputés sur déficits antérieurs non activés		
Ecart de taux d'imposition	73	174
<b>Impôt sur les sociétés comptabilisé</b>	<b>(2 394)</b>	<b>(1 168)</b>
<b>Taux effectif d'imposition</b>	<b>(54,35%)</b>	<b>(28,14%)</b>

**Note 3.9 : Résultat par action (Valeurs en €)**

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe.

Résultat par action	30/09/17	30/09/18
Résultat net consolidé (part du Groupe, en K€)	2 011	2 982
Nombre moyen d'actions	3 300 000	3 050 000
<b>Résultat net par action de base</b>	<b>0,61</b>	<b>0,98</b>
Equivalents actions sur options de souscription		
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	3 300 000	3 050 000
<b>Résultat net par action dilué</b>	<b>0,61</b>	<b>0,98</b>

**Note 3.10 : Effectifs**

Au 30/09/2018, le Groupe MEDIA 6 emploie 554 personnes dont :

- cadres / maîtrise 29%
- ouvriers / employés 71%

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	30/09/17	30/09/18
Secteur Production	507	494
Secteur Services	61	60
<b>Total Effectifs</b>	<b>568</b>	<b>554</b>

Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus, traduit une situation ponctuelle arrêtée au 30 septembre 2018. La variation d'activité au cours de l'exercice a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée. Ci-après sont indiqués les effectifs moyens annuels mesurés en équivalent temps plein (ETP).

Effectifs	Moyenne 2017	Moyenne 2018
Personnel sous contrat CDI ou CDD	508,4	544,1
Intérim	109,9	87,5
<b>Total Effectifs moyens (ETP)</b>	<b>618,3</b>	<b>631,6</b>

La moyenne 2018 inclut le personnel appartenant aux structures MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, DDF INTERNATIONAL Ltd (ex-ARTIUM PRODUCTION Ltd) et DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd. Hors Chine, les effectifs moyens totaux se sont élevés à 500,8 en 2018 contre 532,5 en 2017, soit une baisse moyenne de 6,0%.

### Note 3.11 : Autres informations

#### Mandataires sociaux

La rémunération nette versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 812 K€. Elle était de 767 K€ pour le précédent exercice.

Il est par ailleurs précisé que la rémunération du Directeur Général Délégué se décompose en une partie fixe représentant 80% environ de la rémunération totale, et en une partie variable à l'atteinte d'un objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe pour l'exercice concerné. A l'atteinte de cet objectif cette partie variable représente environ 20% de la rémunération totale.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Au 30 septembre 2018, la charge consolidée relative aux honoraires des commissaires aux comptes intervenant pour l'ensemble des filiales du Groupe (y compris la consolidation) s'élevait à 189,2 K€. La charge correspondante de l'exercice précédent s'établissait à 181,4 K€.

(en milliers d'euros)	Grant Thornton				Efico			
	Montants		%		Montants		%	
	2017/18	2016/17	2017/18	2016/17	2017/18	2016/17	2017/18	2016/17
<b>Audit</b>								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	39,2	35,7	34%	46%	39,9	34,2	57%	50%
Filiales intégrées globalement	41,1	42,6	35%	54%	30,4	31,3	43%	46%
<b>Services autres que la certification des comptes</b>								
Émetteur	9,5	0,0	8%	0%	0,0	2,7	0%	4%
Filiales intégrées globalement	26,0	0,0	22%	0%	0,0	0,0	0%	0%
<i>dont juridique, fiscal, social</i>	0,0	0,0	0%	0%	0,0	0,0	0%	0%
<b>Total</b>	<b>115,8</b>	<b>78,3</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>70,3</b>	<b>68,2</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

#### Suivi du contrôle fiscal 2013-2015

Il est rappelé qu'à la clôture au 30 septembre 2017, une provision de 792 K€ a été constituée en regard de sommes réclamées par l'administration fiscale suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2013 à 2015. Nos conseils juridiques estiment que les rappels notifiés sont extrêmement contestables et espèrent un abandon des sommes en litige.

#### **PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

##### MEDIA 6 SA

Le Conseil d'Administration du 1er octobre 2018 a décidé de nommer par cooptation M. Laurent FRAYSSINET comme administrateur de la société en remplacement de M. Jean Patrick FAUCHER démissionnaire. Cette nomination devra être ratifiée lors de la plus prochaine Assemblée Générale.

##### MEDIA 6 ROMANIA

Afin d'une part de mieux répondre aux besoins de la clientèle du pôle mèches en tant que sous-traitant de MEDIACOLOR SPAIN, et d'autre part de proposer une nouvelle offre plus compétitive dans le domaine de la PLV carton, il a été décidé de déménager la société dans de nouveaux locaux courant septembre 2018 afin d'être opérationnels dès le mois d'octobre. Ces nouveaux locaux sont situés dans la même ville de PLOIESTI.

##### MEDIA 6 LAB

Pour des raisons de meilleur fonctionnement opérationnel au sein du Groupe, l'offre de prestations de services dans le domaine du digital media, développée jusqu'à présent au sein de la société MEDIA 6 LAB, ainsi que le conseil stratégique dans le domaine du marketing expérientiel, la recherche et développement de solutions numériques et de marketing points de vente, seront désormais conduits au sein de la société MEDIA 6 360.

##### Prises de participations

Dans le cadre de sa stratégie sur le marketing expérientiel, Media 6 a renforcé sa participation dans la société QUIVIDI. Elle a par ailleurs participé à une augmentation de capital dans la société LUCIBEL spécialisée dans la conception, la fabrication de solution LED innovante avec une technologie d'interaction et de géolocalisation.

## **PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **Cautions accordées par MEDIA 6 SA**

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 30 septembre 2018 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 67 K€ le cas échéant.

En février 2016, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 471 000 €.

En mars et mai 2016, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 988 100 €.

En août 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société DDF INTERNATIONAL en garantie d'une caution de restitution d'acompte délivrée par HSBC France et d'un montant de 385 191 USD. L'engagement a été libéré le 10 novembre 2017.

En octobre 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 322 000 €.

En octobre 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 232 200 €.

En juin 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 325 877 €.

En juin 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 232 588 €.

### **Engagements de crédit bail**

Voir note 2.3 de l'Annexe sur les comptes consolidés.

### Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

Encours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/2018	Échéances	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
<b>Emprunts à moyen terme</b>		
<b>MEDIA 6 SA (HSBC)</b> <b>Emprunt 2 000 K€</b> Souscrit en mars 2018 Durée : 20 trimestres	1 902 K€ 15/04/23	Ratios concernant les comptes consolidés Dette nette / Fonds propres < 1 Dette nette / Ebitda < 3
<b>MEDIA 6 SA (CE)</b> <b>Emprunt 2 000 K€</b> Souscrit en mars 2018 Durée : 60 mois	1 837 K€ 05/04/23	Néant
<b>MEDIA 6 SA (LCL)</b> <b>Emprunt 2 000 K€</b> Souscrit en mars 2018 Durée : 60 mois	1 806 K€ 07/03/23	Néant
<b>TOTAL</b>	<b>5 545 K€</b>	

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDES ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018**

---

**MEDIA 6 SA**

Capital social : 9 760 000 €

Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France

**Période du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 septembre 2018**

---

Aux actionnaires de la société Media 6,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Media 6 relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## **Evaluation des goodwills**

### *Risque identifié :*

Au 30 septembre 2018, les goodwills sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 5 762 milliers d'euros. Ces actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice. Lorsque la valeur d'utilité de ces actifs est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué dans la note 2.3.1. « Tests de valorisation des actifs immobilisés » des notes annexes aux comptes consolidés, la valeur d'utilité se fonde sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par lesdits actifs.

Compte tenu de la sensibilité de ces actifs aux variations de données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de la direction, en particulier les prévisions de flux de trésorerie et les taux d'actualisation utilisés, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des goodwills comme un point clé de notre audit.

### *Notre réponse :*

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation réalisés par le Groupe.

Nous avons évalué les principales estimations, notamment les hypothèses sous-tendant les prévisions de flux de trésorerie, tels que le taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus.

Nous avons examiné la pertinence des analyses de sensibilité aux hypothèses clés réalisées par le Groupe et nous avons également effectué nos propres calculs de sensibilité pour corroborer les analyses du Groupe.

## **Vérification du rapport de gestion, des autres documents sur la situation financière**

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes consolidés adressés aux actionnaires***

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires, des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du groupe du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### *Déclaration de performance extra financière*

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons que déclaration de performance extra financière ne comprend pas toutes les informations sociales, environnementales et sociétales prévues par l'article L.225-102-1 du code de commerce.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### ***Désignation du commissaire aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société par l'Assemblée Générale du 31 mars 2008 pour Grant Thornton et du 28 mars 2014 pour EFICO.

Au 30 septembre 2018, Grant Thornton était dans la onzième année de sa mission sans interruption et EFICO dans la cinquième année, dont respectivement onze et cinq années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 janvier 2019

Les commissaires aux comptes,

GRANT THORNTON  
*Membre français de Grant Thornton International*

EFICO

Mme Solange AIACHE  
*Associée*

M. Michel STALLIVIERI  
*Associé*

**- IV -**

**DEPENDANCE DU GROUPE MEDIA 6**

**FACE A CERTAINS**

**FACTEURS DE RISQUE**

## **LES RISQUES OPERATIONNELS**

### **Risque lié aux conditions de marché**

La communication sur le point de vente est un secteur d'activité fortement concurrentiel et très atomisé. Le positionnement du Groupe MEDIA 6 sur ce marché est d'apporter en permanence un ensemble diversifié de produits et de prestations : intégration verticale (création, fabrication, agencement, installation), intégration horizontale (offre multi matériaux avec des usines spécialisées). L'outil de production est à la pointe dans son domaine d'activité.

### **Assurances**

Le Groupe a toujours assuré de manière satisfaisante ses activités dans des conditions conformes aux normes de la profession. Il a mis en place des programmes d'assurance qui permettent une couverture pour divers risques et activités importants qui concernent :

- les risques de dommages matériels et les pertes d'exploitation qui en résultent
- la responsabilité civile
- la responsabilité des dirigeants
- le transport

Le Groupe MEDIA 6 a souscrit des assurances supplémentaires lorsque cela était nécessaire, soit pour respecter les lois en vigueur, soit pour couvrir plus spécifiquement les risques dus à une activité ou à des circonstances particulières.

Les programmes d'assurance sont supervisés par un courtier spécialisé et répartis sur des compagnies d'assurance européennes à surface financière importante.

## **LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE INTERNATIONALE**

### **Risque de taux d'intérêt**

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Risque de change**

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Risque pays**

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme risqué.

## **LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER**

### **Risque clients**

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

### **Risque sur les engagements financiers**

Le risque d'incapacité à faire face à ses engagements financiers est extrêmement faible pour le Groupe MEDIA 6 du fait d'un endettement à long terme modéré (12,4% du total bilan consolidé) et d'une trésorerie nette courante représentant 28,7% du total du bilan consolidé.

**Risque de liquidité / Informations sur les clauses de défaut au sein des contrats d'emprunt**

Le détail de ces clauses est exposé dans l'annexe aux comptes consolidés annuels (Partie 5 - Engagements hors Bilan). Les conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2018.

L'échéancier des passifs financiers figure dans la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Risque de sensibilité des capitaux propres**

Une partie des actifs (8,26 % du total actif consolidé au 30 septembre 2018) est composée d'éléments incorporels (goodwills) dont la valeur dépend en grande partie de résultats opérationnels futurs. L'évaluation de ces goodwills suppose également que le Groupe MEDIA 6 formule des hypothèses réalistes sur des éléments qui sont par nature incertains. Au cas où un changement intervenait dans les hypothèses sous-tendant cette évaluation, une réduction des capitaux propres serait à enregistrer.

**Risque de déficience du contrôle interne**

L'organisation générale du contrôle interne du Groupe MEDIA 6 repose sur une centralisation et une coordination des services administratifs. Elle concerne les systèmes d'information utilisés par les filiales, le contrôle budgétaire, l'élaboration des comptes consolidés, la gestion centralisée de la trésorerie, les opérations de nature juridique ou financière.

Le Groupe MEDIA 6 étend par ailleurs progressivement à l'ensemble de ses filiales un ensemble de procédures et normes communes dans des domaines variés : gestion des achats, suivi des engagements, procédures qualité...

**Risque d'erreurs ou de pertes de données informatiques**

Les filiales françaises du Groupe sont dotées d'un système informatique de base intégrant la gestion commerciale, la gestion de production et la gestion comptable. Les informations peuvent être ainsi suivies en temps réel, les risques d'erreur liés à la saisie multiple sont réduits.

Pour pallier aux risques de panne, de coupure électrique, d'attaque de virus ou de vol de données, le Groupe MEDIA 6 s'est doté des outils appropriés tels qu'onduleurs, pare-feux, anti-virus. Par ailleurs des sauvegardes journalières sont effectuées et stockées sur des sites différents.

**- V -**

**GROUPE MEDIA 6**

**DECLARATION CONSOLIDEE**

**DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIERE**

## RESPONSABILITE SOCIALE

La politique sociale du Groupe Media 6 passe par une vigilance sur le niveau de rémunération (adéquation aux conditions de marché), l'harmonisation des salaires pour éviter la discrimination, le niveau d'expertise des salariés (formation à la demande) et les performances individuelles en regard de l'adéquation au poste et de l'attente des collaborateurs. Des évaluations sont effectuées sur une base annuelle directement entre les collaborateurs et leur manager.

### Structure des effectifs (en ETP)

La répartition par pays en moyenne annuelle et celle au 30 septembre 2018 ont été les suivantes :

Moyenne 2018	France	Europe	Chine	TOTAUX
Permanents	334	83	127	544
Temps partiel	79	-	9	88
TOTAUX	413	83	136	632

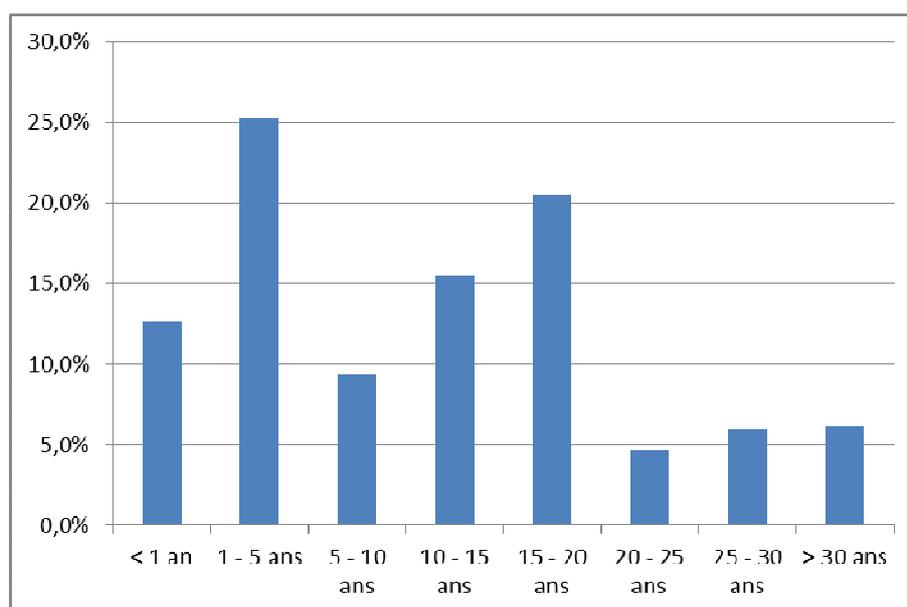
Au 30/09/18	France	Europe	Chine	TOTAUX
Permanents	326	79	128	533
Temps partiel	75	-	9	84
TOTAUX	401	79	137	617

Les statistiques qui suivent concernent les seules filiales françaises.

La répartition comparée hommes / femmes au 30 septembre était la suivante :

	Au 30/09/2017	Au 30/09/2018
Hommes	67,6%	64,5%
Femmes	32,4%	35,5%
Total	100,0%	100,0%

Au 30 septembre 2018, la pyramide des anciennetés était la suivante :



Cette répartition met en évidence l'ancienneté importante des collaborateurs en France (en moyenne 11,7 ans), reflet d'une politique soucieuse de fidéliser les collaborateurs et vigilante sur les conditions de travail.

La répartition comparée par catégorie au 30 septembre était la suivante :

	Au 30/09/2017	Au 30/09/2018
Ouvriers-employés	60,6%	59,5%
Agents de maîtrise	11,5%	12,3%
Cadres	27,9%	28,2%
Total	100,0%	100,0%

La répartition comparée en fonction du salaire brut mensuel au 30 septembre était la suivante :

	Au 30/09/2017	Au 30/09/2018
< 2 000 €	45,8%	44,9%
2001 à 3 000 €	29,6%	27,8%
3001 à 4 000 €	13,1%	14,7%
4001 à 5000 €	7,0%	7,6%
> 5 000 €	4,5%	5,0%
Total	100,0%	100,0%

Une politique de rémunération variable existe pour les fonctions commerciales.

Les augmentations salariales sont effectuées en fonction d'une part de l'évolution de la carrière, d'autre part de l'appréciation des performances personnelles (pro meritis). Des primes annuelles sont versées au sein de chaque filiale en fonction de l'atteinte des objectifs budgétaires la concernant.

Il n'a pas été mis en place de plan d'actionnariat salarié en France.

## RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Le Groupe MEDIA 6 a fait de sa responsabilité environnementale un engagement important de sa politique. L'ambition du Groupe est de consolider sa position en tant que partenaire de confiance de ses clients en contribuant pro activement à leurs propres démarches.

Les activités du Groupe ne comprennent pas de risque environnemental majeur direct. Toutefois certains de nos sites industriels en France sont considérés comme « installations classées pour la protection de l'environnement » et soumis à ce titre aux contrôles de la DRIRE. Les points pouvant avoir des impacts environnementaux et qui font l'objet d'actions spécifiques concernent notamment :

- la maîtrise des consommations d'énergie
- la maîtrise des nuisances sonores vis-à-vis du personnel
- la maîtrise des nuisances pour les riverains
- la gestion des déchets
- le recyclage et la valorisation des déchets par des sous-traitants spécialisés
- la gestion des rejets de composés organiques volatils (COV)
- le stockage de produits sensibles, avec bacs de rétention

Les sites industriels planifient et réalisent des contrôles périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables. Selon les besoins, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

A la clôture de l'exercice au 30 septembre 2018, aucune provision n'a été constituée pour risques en matière d'environnement.

La liste des actions opérationnelles dans le domaine environnemental peut se présenter comme il suit :

### 1) Certifications

Les sites des filiales MEDIA 6 PRODUCTION PLV (La Ferté Milon - 02) et MEDIA 6 PRODUCTION METAL (Amplepuis) sont certifiés ISO 14001 depuis 2012 et ont été recertifiés en 2018 selon le nouveau référentiel 2015.

La double certification ISO 9001/ISO 14001 de la filiale MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS est en cours et sera certifiée en 2019.

Les sites des filiales MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (Sainte Pazanne - 44) et MEDIA 6 PRODUCTION PLV (La Ferté Milon) sont certifiés PEFC depuis 2013.

Le nouveau site de MEDIA 6 en Chine est certifié ISO 9001 et audité par plusieurs clients selon des référentiels équivalents à la certification SA 8000.

### 2) Réduction de l'empreinte carbone

#### - Produits

Nous travaillons sur l'éco conception des produits au travers de l'utilisation de matières recyclées, une conception favorisant la séparabilité en vue du recyclage, l'optimisation des emballages et des transports. La gestion des produits en fin de vie est proposée à nos clients.

Au sein de l'usine de MEDIA 6 PRODUCTION PLV, grâce aux investissements réalisés en 2017, afin de réutiliser les déchets et rebuts d'injection, plus de 30% du volume de plastique injecté cette année provient du recyclage. L'objectif à cinq ans est d'utiliser 100% de matière recyclée pour l'injection.

- Emballages  
100% du carton ondulé utilisé pour les emballages est certifié PEFC/FSC depuis 2013.  
Une étude est en cours pour réaliser le recyclage de nos déchets carton en circuit court (moins de 30 km).
- Sites industriels  
Nous avons réalisé le bilan GES (Gaz à Effet de Serre) de nos sites de production en France avec le support de l'ADEME.  
20 % de la consommation électrique du Groupe provient d'une énergie verte renouvelable.  
  
Nous poursuivons notre programme pluriannuel lancé en 2013 de réduction d'énergie dans nos usines :
  - MEDIA 6 PRODUCTION METAL (Amplepuis - 69)  
Rénovation de l'isolation des toitures sur 5 ans.
  - MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (Sainte Pазanne - 44)  
Rénovation totale des espaces de bureaux (isolation, fenêtres...).
  - MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS, MEDIA 6 PRODUCTION METAL, MEDIA6 PRODUCTION PLV, Siège social  
Le programme de remplacement des éclairages au néon par des éclairages Led initié en 2015 sur le site de Sainte Pазanne ayant permis une réduction de la consommation d'électricité de 60%, chiffre largement supérieur aux prévisions initiales de 40%, a été étendu aux autres sites du Groupe au travers d'un plan sur 3 ans.
- Parcs véhicules  
Nous avons engagé une politique volontariste pour l'utilisation de véhicules propres. En 2018, le gain en rejet de CO<sub>2</sub>/km s'est élevé à 10%. Tous les véhicules sont à un niveau de rejet inférieur à 119 g.  
Une borne de recharge électrique a été installée au siège du Groupe. Les véhicules de société du Siège ont été remplacés par des véhicules électriques.
- Parcs machines  
MEDIA 6 investit sur tous ses sites et intègre de nouveaux équipements moins énergivores, plus flexibles et plus ergonomiques.

### 3) Programmes clients

Depuis 2013 nous sommes intégrés au CDP (Carbone Disclosure Program) du Groupe L'OREAL (noté 'A' dans chacune des 3 catégories de notation de ce programme) dans le cadre du « Sharing Beauty With All ».

Nous sommes le partenaire référent environnement pour la famille des produits PLV de la branche parfums et cosmétique du Groupe LVMH.

Nous sommes également intégrés au programme Ecovadis avec plusieurs de nos clients, nous serons ECOVADIS GOLD fin 2018

Nous adhérons au programme Global Concept France depuis 2018.

### 4) Programmes partenaires

L'objectif 2018 de 50% des partenaires intégrés à la charte RSE a été dépassé puisque nous avons atteint 80%. L'intégration de 100% des partenaires initialement prévu d'ici 2020 est anticipée à fin 2019.

## **RESPONSABILITE SOCIETALE**

En 2018 nous avons renforcé nos démarches dans le domaine de la responsabilité sociétale avec l'aide de consultants spécialisés.

Le Groupe veille particulièrement aux enjeux sociaux et environnementaux dans sa politique d'achat, dans sa relation avec les fournisseurs et les sous-traitants. C'est ainsi que chaque année il est procédé à une mise à jour des règles achats Groupe définissant l'organisation des approvisionnements, les règles de choix des fournisseurs, la nature des contrôles effectuées sur les prestations fournies. Ces règles sont visées par la Direction Générale du Groupe.

Le Groupe s'attache également à maintenir une attitude loyale dans ses pratiques et demeure vigilant pour prévenir la corruption dans toutes ses démarches